

LE DEVOIR

Terreur au centre-ville

Une fusillade mortelle sème la panique au Collège Dawson

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ
BRIAN MYLES

Un tireur fou a fait au moins un mort et 19 blessés, dont six dans un état grave, parmi les étudiants du Collège Dawson hier après-midi, semant l'émoi et la terreur au centre-ville. Les policiers de Montréal ont prouvé qu'ils avaient retenu les leçons de la tuerie de Polytechnique, en 1989, en abattant le suspect trois minutes après qu'il eut ouvert le feu dans l'école, évitant par le fait même un massacre.

Le tueur a tout de même fauché la vie d'une jeune femme de 20 ans. L'identité et les motivations de cet homme n'étaient pas encore connues au moment de mettre sous presse. Il aurait garé sa voiture de marque Pontiac Sunfire sur le boulevard de Maisonneuve avant d'ouvrir le feu sur des étudiants en pleine rue. «Il a tiré sur quelqu'un dehors et couru à l'intérieur de l'édifice», a dit Mark, un étudiant. Un employé de Bell Canada, Mario Boutin, a vu deux personnes gisant ensanglantées sur le boulevard de Maisonneuve, près de la rue Atwater.

Joseph Esteves et une trentaine d'étudiants se trouvaient en classe lorsqu'ils ont entendu une série de détonations. Esteves s'est penché à la fenêtre et a vu trois personnes en sang étendues sur la chaussée, dont une atteinte sérieusement au cou ou à la tête. «Le suspect a couru à l'intérieur et je l'ai perdu de vue.» Sa version est corroborée par sa collègue de classe, Tiffany Ip.

Michel Boyer a cru à une blague lorsqu'il a entendu les premières détonations dans la cafétéria. «J'ai regardé à partir de l'atrium et j'ai vu un homme vêtu en noir qui tirait à l'aveugle, je ne sais pas sur qui», a-t-il dit.

Il était 12h41 quand la fusillade a éclaté. Les témoins immédiats rapportent tous de 15 à 20 coups de feu tirés en rafale, laissant présager que le suspect était muni d'une arme semi-automatique, une arme prohibée au Canada.

À 12h44, les policiers fonçaient dans l'école sur les traces du suspect, un grand homme de race blanche dans la vingtaine. Des témoins ont rapporté que l'individu, qui arborait une coupe mohawk, un long manteau noir et des perçages, a été cerné dans la cafétéria. «Foutez-moi la paix», aurait-il



ANNICK MH DE CARUFFEL LE DEVOIR

Une victime est transportée d'urgence après avoir été la cible du tireur. Le forcené a fait un mort et 19 blessés, dont certains gravement, avant d'être abattu par la police.

Pourquoi au Québec?

ANTOINE ROBITAILLE

Pourquoi est-ce dans la partie du Canada où la culture des armes à feu est la moins répandue que se produisent les tueries les plus spectaculaires de l'histoire de ce pays? Celle du caporal Lortie, à l'Assemblée nationale, en 1984 (trois morts). Celle de l'École polytechnique, en 1989 (14 morts). Celle de Concordia, en 1992 (quatre morts). Et maintenant, celle du Collège Dawson (deux morts au moment d'écrire ces lignes).

«On a très peu d'information à propos de cet événement. Moi, en tout cas, j'ai une question, qui m'a valu d'être qualifié de raciste la dernière fois que je l'ai posée: pourquoi au Québec?», s'interrogeait hier l'anthropologue Elliott Leyton,

spécialiste des «meurtres de masse» à l'université Memorial, à Saint John's, Terre-Neuve, et auteur, notamment, de *Hunting Humans* (John Blake Publishing, 2003). «C'est un vrai mystère. Chose certaine, c'est arrivé trop souvent au Québec pour qu'on dise que c'est un hasard», a-t-il souligné hier de Terre-Neuve, où nous l'avons joint.

D'autres contestent cependant l'idée voulant que le Québec soit une «société distincte» sur le plan des meurtres de ce type. Un sociologue de l'Université Laval (qui refuse d'être cité) faisait remarquer au *Devoir* hier que sur une liste de 11 «actes de violence» commis dans des écoles canadiennes, établie hier par la Presse canadienne, quatre se sont produits au Québec. «Ça existe dans toutes les sociétés contemporaines», a insisté le sociologue. Quatre sur onze:

cela représente toutefois 36% des cas recensés par la Presse canadienne, une proportion supérieure au poids de la population du Québec dans la fédération. Les tueries québécoises ont aussi, selon Elliott Leyton, certaines particularités: elles sont spectaculaires et passablement meurtrières.

Le «paradoxe québécois» a déjà été souligné par la présidente de la Coalition pour le contrôle des armes à feu, Wendy Cukier, professeur à l'université Ryerson. Dans un entretien au *Devoir* en 1998, elle avançait cette idée: «Ces épouvantables tragédies ont dû accentuer [chez vous] un dégoût déjà présent pour les armes, ce qui explique sans aucun doute les taux actuels du Québec en faveur du contrôle.» Elle

VOIR PAGE A 8: POURQUOI?

VOIR PAGE A 8: TERREUR

■ Lire autres textes en pages A 2, A 3, A 4 et A 6



SOURCE ICP

Une Maison de la photo à la dent longue

Un nouveau projet de Maison de l'image et de la photographie (MIP) est en développement à Montréal. Selon les informations obtenues par *Le Devoir*, le plan d'affaires, mêlant des financements privés et publics, doit être approuvé par le conseil d'administration de l'organisme la semaine prochaine.

■ Nos informations en page B 8

INDEX

7	78313 0006 7	2	
Annonces	B 4	Météo	B 6
Avis publics	B 3	Monde	B 5
Culture	B 8	Mots croisés	B 3
Décès	B 4	Politique	A 3
Économie	B 1	Sports	B 6
Éditorial	A 6	Sudoku	B 6
Idées	A 7	Télévision	B 7

Nouveau rôle d'évaluation à Montréal

La valeur des propriétés explose

Les petits propriétaires et les locataires des quartiers moins nantis de l'île écopent des plus fortes hausses de taxes

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Si le nouveau rôle d'évaluation de l'agglomération montréalaise rendu public hier est appliqué tel quel dans le prochain budget, les petits propriétaires et les locataires des quartiers moins nantis de l'île de Montréal écopent des plus fortes hausses de taxes alors que les résidents des banlieues de l'ouest et des arrondissements plus riches pourraient voir leur fardeau fiscal diminuer.

Ceux qui pensaient faire une bonne affaire en achetant un triplex dans le sud-ouest de Montréal, par exemple, déchanteront peut-être lorsqu'ils constateront que la valeur de ce type d'habitation a bondi de 81% par rapport à 2003. Par comparaison, le taux moyen d'augmentation de la valeur des propriétés est de 47,4% pour l'ensemble de l'agglomération montréalaise. Ce taux recèle néanmoins des écarts notables entre les secteurs et les types d'habitation, les plex affichant des hausses plus marquées.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

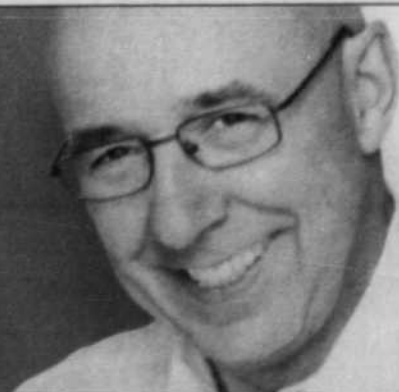
VOIR PAGE A 8: PROPRIÉTÉS

Le taux moyen d'augmentation de la valeur des propriétés est de 47,4% pour l'ensemble de l'île.

Les airs de Dompierre

11h 30

Du lundi au vendredi



ESPACE
MUSIQUE
100,7 FM

• LES ACTUALITÉS •



Les étudiants qui fréquentent le Collège Dawson ont rapidement évacué l'établissement. Le drame qui se jouait à l'intérieur avait de quoi troubler ces jeunes femmes.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'horreur au petit écran

PAUL CAUCHON

Angoisse, inquiétude, sentiment d'impuissance, horreur et découragement: bon nombre de Québécois ont partagé tous ces sentiments en étant rivés devant leur téléviseur hier.

Toutes les chaînes de télévision tentaient de démêler en temps réel, à compter de 13h et jusqu'à la fin de l'après-midi, les informations fiables des multiples rumeurs qui circulaient.

Mais ce sont clairement LCN et TVA qui ont pris le dessus: l'hélicoptère dont le réseau est maintenant propriétaire a livré dès le début de la tragédie des images prenantes, et même spectaculaires, des policiers embusqués qui tentaient de sécuriser les lieux et des dizaines de personnes évacuant à la course ce secteur du centre-ville.

Dès le début de l'après-midi, la chaîne américaine CNN se servait d'ailleurs des images de LCN pour faire de cet événement sa principale nouvelle de l'après-midi, alternant par la suite avec des images de CBC et de CTV.

Autant les commentateurs en ondes que certains étudiants sur place mentionnaient leur stupé-

faction devant un événement «qu'on a plutôt l'habitude de voir aux États-Unis». Mais, cette fois-ci, c'est sur Montréal que les projecteurs ont été braqués: cette fusillade a occupé une grande partie des ondes de CNN tout l'après-midi et elle a été présentée comme première nouvelle hier dans plusieurs sites Internet de grandes entreprises d'information, comme Fox News, MSNBC et BBC. En fin d'après-midi, c'était également la première nouvelle dans le site Internet du Monde.

La couverture en direct d'un tel événement contient évidemment son lot d'approximations, alors que, tout au cours de la journée, les médias électroniques ont relayé les informations les plus contradictoires, dont la présence potentielle de plusieurs tireurs et la tenue d'une autre fusillade à la Plaza Alexis-Nihon, en face du collège.

Mais, de façon générale, les médias ont toujours pris la peine d'utiliser le conditionnel et de bien préciser que rien n'était encore confirmé dans les informations qui circulaient.

Le Devoir

NOUVEAUTÉ

1958-1970
12 ans de passion,
d'une vie passionnée.



René Lévesque,
une histoire exceptionnelle.

CE SOIR 20H

RENÉ

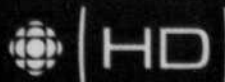
AVEC EMMANUEL BILODEAU

UNE SÉRIE EN 3 ÉPISODES DE 2 HEURES



RADIO-CANADA
TÉLÉVISION

WWW.RADIO-CANADA.CA/TELEVISION



CETTE ÉMISSION EST AUSSI PRÉSENTÉE EN HAUTE DÉFINITION

SCÉNARIO - GENEVIÈVE LEFEBVRE, D'APRÈS LA BIOGRAPHIE DE PIERRE GODIN
RÉALISATION - GILES WALKER

ACTUALITÉS



Michel David

L'équipe de rêve

Jean Charest s'était couvert de ridicule l'an dernier quand il avait affirmé le plus sérieusement du monde qu'à mi-chemin d'un premier mandat, son gouvernement avait fourni un meilleur rendement que ceux de Jean Lesage et de René Lévesque au même stade de leur existence.

Cet exemple devrait inspirer une certaine prudence à André Boisclair. Comparer d'avance sa future équipe à celle de René Lévesque en 1976 témoignait d'une prétention qu'on lui reproche déjà suffisamment.

En fin de semaine dernière, le chef du PQ a préféré parler d'une «équipe de rêve». C'est déjà mieux.

Encore que certains députés et attachés politiques doivent plutôt commencer à faire des cauchemars à la perspective de voir débarquer Lisette Lapointe. La période préférée d'un laissé de douloureux souvenirs. Même M. Boisclair, que Mme Lapointe a ouvertement appuyé pendant la course au leadership, ne donnait pas l'impression d'être très enthousiaste.

Rares sont les gens qui font l'unanimité, mais on doit reconnaître que la liste des candidats potentiels dressée par mon collègue Antoine Robitaille comprend des gens de qualité. S'ils décident de plonger, les Steven Guilbault, Réjean Thomas et Pierre Curzi apporteraient certainement une bouffée d'air frais.

Si elle constitue un avantage indéniable pendant une campagne électorale, la notoriété n'est cependant pas un gage de succès par la suite. Combien de Pierre Reid et de Sam Hamad pour un Philippe Couillard?

Inversement, il arrive que de parfaits inconnus cachent des talents insoupçonnés. À côté de la pléiade de vedettes qui entouraient René Lévesque en 1976, Yves Bérubé était passé totalement inaperçu. À l'usage, il s'est révélé un des plus brillants et des plus efficaces du groupe.

Le propre d'une équipe de rêve est précisément de faire rêver, même si le réveil est parfois brutal. De toute manière, une fois au pouvoir, il est toujours possible de se débarrasser de ceux qui ne font pas l'affaire, comme l'a fait Jean Charest.

En 2003, ses conseillers lui déconseillaient fortement de recruter Yves Séguin. Son premier passage en politique, dans le cabinet Bourassa, leur faisait entrevoir de nouveaux problèmes de discipline, mais M. Charest en avait assez de se faire demander qui serait son ministre des Finances. On connaît la suite.

En 1998, le chef du PLQ n'avait pas réussi à réunir une équipe suffisamment crédible, notamment sur le plan économique. À l'époque, l'ancien président de Télégraph, Charles Sirio, alors au sommet de sa gloire, avait été chargé de recruter des candidats-vedettes dans le milieu des affaires, mais il avait fait chou blanc.

Pour l'heure, M. Boisclair n'en est pas à faire l'évaluation de ses ministres mais à chercher les personnes dont le prestige pourra apaiser les doutes de ceux qui s'interrogent sur ses propres capacités.

Au printemps 2003, toute la campagne du PQ avait été centrée exclusivement sur la personne de Bernard Landry. Dans les messages télévisés, Pauline Marois, François Legault, André Boisclair et Linda Goupil n'apparaissaient que furtivement, tels des ombres.

Avec un cabinet comprenant les Rémy Trudel, Solange Charest, Rosaire Bertrand et autres Jacques Baril, M. Landry pouvait difficilement parler d'une «équipe de rêve», mais il vantait continuellement la qualité de son équipe dans ses discours. Sauf qu'on ne la voyait jamais dans la publicité. Qu'il ait réussi à survivre aussi longtemps à la défaite du 14 avril 2003 n'en a été que plus étonnant.

Même si M. Boisclair a son petit groupe d'encenseurs, il ne répètera sans doute pas cette erreur. Cela pourrait peut-être arriver après un premier mandat, mais pas aux prochaines élections.

S'il promet une équipe «à la Lévesque», il ne s'est jamais comparé au père fondateur du PQ ni à aucun de ses successeurs. Plusieurs lui reprochent un manque de modestie, mais il est conscient de ne pas être de la lignée des chefs historiques du PQ.

Dans un texte que *Le Devoir* publie aujourd'hui même en page Idées sous le titre «Quelle est la vraie nature d'André Boisclair?», le politologue Denis Monière, qui a réalisé une étude lexicométrique des discours du chef péquiste, fait remarquer qu'il utilise le «nous» beaucoup plus souvent que le «je», ce qui suggérerait une conception collégiale du pouvoir.

Selon M. Monière, «si Boisclair donne l'impression d'avoir un ego surdimensionné, cela dépendrait moins du vocabulaire qu'il utilise que de son langage corporel». Une image vaut mille mots, diriez-vous.

La collégialité a toutefois ses limites. Dans une campagne électorale, il n'y en a que pour le chef. Par le passé, les diverses tentatives de multiplier le nombre de porte-parole, aussi compétents qu'ils aient pu être, ont eu des résultats mitigés. La plupart du temps, une campagne se transforme en test pour les nerfs du chef, comme l'a si bien illustré le film de Jean-Claude Labrecque.

Certains au PQ s'inquiètent déjà des rapports entre M. Boisclair et la tribune de la presse du Parlement. Pendant ses années au gouvernement, il n'a jamais fait d'effort particulier pour maintenir des relations cordiales avec les journalistes. Il avait quelques favoris, mais il considérait les autres avec toute la hauteur dont il est capable. Encore aujourd'hui, une question jugée inappropriée est accueillie avec un souverain mépris.

Un mois de campagne, c'est long. Quand un chef de parti est traqué par une meute qui guette la moindre faiblesse pour attaquer, il n'y a plus d'équipe. Il n'a même plus le loisir de rêver.

mdavid@ledevoir.com

Les pires actes de violence dans les écoles canadiennes

■ 20 avril 2000: quatre élèves et un employé de l'école secondaire Carine-Wilson, à Orléans (Ontario), sont blessés dans une agression au couteau, un an jour pour jour après le massacre de l'école Columbine, aux États-Unis.

■ 28 avril 1999: un garçon âgé de 14 ans tire sur deux élèves à l'école secondaire W.R. Myers, à Taber (Alberta). Un des élèves meurt de ses blessures.

■ 8 février 1999: un homme ouvre le feu à l'école élémentaire Woodland, à Verdun. L'incident ne fait aucun blessé.

■ Octobre 1997: un homme âgé de 35 ans abat son enseignante de français dans une école pour immigrants à Montréal.

■ Octobre 1994: deux conseillers en orientation de l'école secondaire Brockton, à Toronto, sont pris pour cibles et blessés par un élève insatisfait de ses résultats scolaires.

■ Juin 1993: un adolescent est blessé par des tirs provenant d'un véhicule en mouvement à l'extérieur de l'école secondaire Gladstone, à Vancouver.

■ Août 1992: le professeur Valéry Fabrikant, âgé de 55 ans, abat quatre de ses confrères à l'université Concordia, à Montréal.

■ Février 1990: un adolescent éconduit blesse par balles son ex-petite amie à l'école secondaire General Brock, à Burlington (Ontario).

■ Décembre 1989: Marc Lépine, âgé de 25 ans, ouvre le feu à l'École polytechnique de Montréal et tue 14 jeunes femmes, avant de retourner son arme contre lui.

■ Octobre 1978: un élève âgé de 17 ans tue un adolescent de 16 ans à l'école secondaire régionale Sturgeon Creek, à Winnipeg.

■ Mai 1975: Michael Slobodian, âgé de 16 ans, tue un professeur et un autre élève et en blesse 13 autres à l'école secondaire Centennial, à Brampton, avant de retourner son arme contre lui.

Presse canadienne



Les policiers sont arrivés rapidement au Collège Dawson. L'homme qui venait de semer la mort et la terreur a été abattu.

Montréal, ville blessée

Panique, pleurs et attente insoutenable dans les rues du centre-ville

BRIAN MYLES
GUILLAUME BOURGUAULT-CÔTÉ

C'est un après-midi de terreur, de panique et de pleurs qu'a vécu Montréal, hier. Dans le doute et l'attente d'en savoir plus sur les événements, une grande confusion et une vive tristesse régnaient tout autour du périmètre de sécurité déployé par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Ce périmètre représentait une immense scène de crime, au cœur même de la ville. La présence permanente des bruits de sirènes et l'éclat des dizaines de gyrophares allumés, jumelés à la panique palpable en tout point de la zone, donnaient des airs sinistres à Montréal, ville en alerte, ville blessée.

Dans les minutes ayant suivi les premiers coups de feu, un véritable vent de panique a soufflé sur le centre-ville. Lorsque les journalistes du *Devoir* sont arrivés sur les lieux, ils ont dû sauter par-dessus des policiers accroupis derrière leurs véhicules de patrouille, rue Atwater. Ils avaient dégainé leurs armes de service et les pointaient vers la place Alexis-Nihon, où des citoyens apeurés se bousculaient par dizaines vers la sortie. Des témoins ont rapporté avoir entendu des coups de feu au troisième étage de l'édifice, une information qui a été vite infirmée par la suite. La tragédie n'a eu qu'un seul «foyer», soit le Collège Dawson. Mais la panique, elle, était partout.

Les nouvelles technologies, le cellulaire en tête, n'ont été guère utiles pour faciliter l'intervention des policiers. Ils ont reçu des milliers d'appels, la plupart faisant état d'une fusillade impliquant plus d'un suspect. «Dans 90 % des cas, ils n'avaient pas vu un suspect, mais un policier», a dit Ian Lafrenière, un porte-parole du SPVM. Ne voulant prendre aucun risque, les policiers ont quand même ordonné la fermeture de la station de métro Atwater, sur la ligne verte, afin de couper toute possibilité de fuite à d'éventuels complices.

En outre, les étudiants sous le choc tentaient d'appeler leurs proches en bordure du périmètre de sécurité, à l'aide de leurs téléphones portables. Quand les dizaines de journalistes massés à leurs côtés ont commencé à alimenter les salles de rédaction, les ondes cellulaires ont été saturées par le volume des appels, au point où le SPVM a conseillé aux proches et aux parents de rentrer à la maison et de prendre

des informations sur une ligne d'urgence.

Un service d'aide immédiate a par ailleurs été mis sur pied dans une salle de l'université Concordia, à quelques coins de rue. Au passage du *Devoir*, seules quelques dizaines d'étudiants de Dawson s'y trouvaient, dont la plupart ont été des témoins indirects des événements. «Les autres sont rentrés chez eux», disait une jeune fille. Des conseillers étaient sur place pour offrir de l'aide psychologique de première ligne. «On peut juste tenter de les calmer, leur dire de relaxer, disait une bénévole. Le reste, les flash-backs et tout, ça va venir plus tard. Là, c'est d'absorber le choc et de les sécuriser qui est important.»

Plus près du périmètre, les rumeurs les plus folles couraient sur le nombre des tireurs et des victimes. D'un coin de rue à l'autre, toujours la même scène:

des attroupements de gens inquiets, de badauds curieux, retenus par des policiers sur le qui-vive. Les étudiants se seraient dans leurs bras, plusieurs en tremblant. «J'ai eu si peur, on ne savait rien de ce qui se passait, on entend parler d'un massacre», disait en pleurant Maria, jeune étudiante, dans les bras de ses amies.

«Est-ce qu'on est en train de revivre Polytechnique ou Columbine?», demandait un enseignant aux yeux rouges, sur le trottoir, rue Sainte-Catherine. Le souvenir de la tuerie de 1989 était dans bien des discussions. D'autres n'avaient toutefois pas le temps de réfléchir au passé. Ils faisaient face au drame actuel. Croisé à l'intersection Wood et Maisonneuve, le professeur Mario Pignoli tentait de convaincre les policiers de se rendre dans un local de classe précis.

«Je donnais mon cours quand nous avons entendu des coups de feu et du bruit, raconte-t-il nerveusement. Quand j'ai ouvert la porte, deux étudiants couraient, blessés au ventre par des tirs. J'ai dit à tous ceux qui étaient là d'entrer dans ma classe, parce que la porte est lourde et se barre. On a essayé d'appeler le 911, mais ça ne fonctionnait pas.» M. Pignoli est donc sorti pour tenter d'appeler des secours, mais il a été évacué par la police en chemin et n'a pu réintégrer la salle de classe où ses étudiants s'étaient réfugiés. «Je ne sais pas s'ils ont été secourus [il était 14h00 à ce moment], je me sens tellement mal de ne pas être resté avec eux.»

Plusieurs étudiants ont ainsi passé de longues heures barricadés dans leur salle de classe, sans savoir ce qui se passait, pendant que les policiers fouillaient les salles du collège une à une. «On était dans un studio de radio quand deux amis sont entrés pour nous dire qu'il y avait des tirs plus bas. On s'est barricadé derrière deux portes et on est resté là presque trois heures», indique Michelle Ayoub, 18 ans, étudiante en cinéma et communication. Elle affirme avoir entendu au moins une douzaine de coups de feu. Quand elle et ses amis sont sortis, escortés par les policiers, ils ont vu du sang et de la vitre par terre.

Elisabeth Gagnon a aussi vu du sang, mais sur le visage d'une étudiante. «Tout le monde courait, j'étais au troisième étage, j'étais sortie pour prendre une pause. Puis j'ai entendu les tirs, j'ai vu des gens courir partout, il y en avait une de blessée, on criait qu'il y avait eu un shooting. Je suis retournée dans ma classe, paniquée. On est resté là jusqu'à ce que les policiers viennent.»

Bilal Sakr jure pour sa part avoir vu le tireur [il apparaît plus probable qu'il s'agissait d'un policier]. «Il était dans un corridor au troisième étage avec son fusil pointé au sol, un gros fusil. J'ai eu peur, je suis revenue sur mes pas pour descendre un escalier et sortir en courant. J'ai entendu des coups de feu, plusieurs coups de feu.»

L'opération policière a affecté de nombreux commerces. Au passage du *Devoir* dans la rue Wood, à l'extrémité ouest du collège, des bambins étaient évacués d'une garderie, les parents ou éducatrices couraient en protégeant par réflexe la tête des petits. Aux curieux rassemblés, un policier indiquait: «Il y a des fenêtres partout, taisez-vous! On ne sait pas où est le suspect. Il faut dégager.» Plusieurs de ses collègues étaient embusqués derrière chaque angle mort des bâtiments de cette zone, prêts à tirer.

Tout près, une unité d'intervention fouillait une Pontiac Sunfire noire, qui pourrait appartenir à l'auteur de la tuerie. Vrai ou faux: comme des dizaines d'autres éléments, cela restait à vérifier au moment de mettre sous presse. Par contre, la peur et la panique qui ont frappé Montréal ont été bien réelles.

Le Devoir



Ouvrage traduit par
Marie-Lucie ROY
TECHNOLOGIE DU VÊTEMENT
De la fibre textile jusqu'au vêtement

264 pages - 62 \$

GUÉRIN, éditeur frère
(514) 842-3481En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Marcel SÉGUIN
Alice AMYOT
DICTIONNAIRE FRANÇAIS/ANGLAIS

Édition enrichie pour en faciliter la consultation

608 pages - 47,50 \$

GUÉRIN, éditeur frère
(514) 842-3481En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

• LES ACTUALITÉS •

Une autre tragédie qui alimentera le débat sur le registre des armes à feu

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — La fusillade survenue au Collège Dawson a eu des échos jusqu'à Ottawa, où les partis politiques fédéraux ont exprimé leur «colère» et leur «indignation» à la suite des événements sanglants qui ont eu lieu à Montréal hier. Le premier ministre Stephen Harper a qualifié le geste de l'assaillant «d'acte de violence lâche et insensé». Le Bloc québécois et le Parti libéral du Canada (PLC) ont soutenu que cette «tragédie» allait également alimenter la réflexion à venir cet automne sur la suppression du registre des armes de chasse.

Les ministres du gouvernement Harper ont gardé le silence toute la journée hier, ayant suivi les événements à la télé et reçu des informations de leur personnel. Le premier ministre du Canada a téléphoné au maire de Montréal et, en début de soirée, il a émis un communiqué pour soutenir les victimes et leurs familles, tout en assurant qu'il suit les événements de près.

«Nous avons aujourd'hui été témoins d'un acte de violence lâche et insensé [...]. Nous nous soucions tout d'abord d'assurer la sécurité et les soins de tous ceux qui ont été blessés au cours de la tragédie. Nous continuons par ailleurs de suivre de près la situation. Notre gouvernement reste en contact étroit avec la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec», a affirmé Stephen Harper. Le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day, n'a émis aucun commentaire.

Les différents porte-parole des partis d'opposition ont aussi réagi à la fusillade, soulignant que leurs pensées vont aux étudiants touchés par le drame et à leurs familles. «On ne s'explique jamais comment ce genre de chose peut arriver», a affirmé le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, sur les ondes de RDI. Rappelant les tueries de l'École polytechnique et de l'université Concordia, le chef du Bloc a soutenu que cette «tragédie» doit alimenter les réflexions sur les démonstrations de violence dans la société. «Quand on voit tant de violence [à la télé], une personne qui a des problèmes peut facilement tomber dans ce panneau-là. Est-ce qu'on résout des conflits en utilisant des armes à feu ou en éliminant d'autres personnes? Il y a une réflexion à faire là.»

Gilles Duceppe a soutenu que la fusillade d'hier pourrait avoir des répercussions à la Chambre des communes cet automne, où un vote sur l'abolition du registre des armes de chasse doit avoir lieu. «Cette tragédie doit nous motiver et nous engager à aller au-delà de nos réflexions et à poser des gestes concrets et manifestes qui mobiliseront notre action contre la violence», a-t-il dit par voie de communiqué. Au moment de mettre sous presse, le type d'arme utilisé par le tueur n'était pas encore connu, même si les premières indications pointaient en direction d'un fusil mitrailleur. Or, ce type d'arme doit demeurer inscrit sur le registre malgré les modifications proposées par le gouvernement conservateur.

Députée du PLC dans la circonscription qui abrite le Collège Dawson, Lucienne Robillard estime elle aussi que l'événement pourrait avoir des répercussions à Ottawa. «Ça alimente notre ré-



Les témoins des événements avaient un besoin évident de réconfort.

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

flexion sur l'abolition du registre, c'est certain, a-t-elle dit lors d'un entretien avec *Le Devoir*. Mais il faut d'abord attendre le bilan final et éclaircir les circonstances.» Son bureau de circonscription est d'ailleurs situé à deux pas du collège. «Je suis très touchée, mais aussi choquée et indignée.»

De son côté, Jack Layton, le chef du NPD, n'a pas

voulu s'avancer avant d'avoir plus de détails. «Je suis choqué. Est-ce que cet acte a été commis avec une arme illégale? Si c'est le cas, ça renforce notre volonté de vouloir combattre la prolifération d'armes qui traversent la frontière. Il faut attendre.»

Le Devoir

Un événement incompréhensible

ALEC CASTONGUAY
ALEXANDRE SHIELDS

Toute la classe politique québécoise a évidemment été bouleversée hier par les événements tragiques survenus au Collège Dawson, à Montréal. En plus des mots d'encouragement aux victimes et à toutes les personnes touchées de près ou de loin par ces événements, plusieurs ont fait part de leur plus complète incompréhension devant de tels actes.

«Nous avons tous été témoins d'un événement triste, inexplicable et horrible», a lancé d'entrée de jeu le premier ministre Jean Charest, hier en début de soirée. Il s'est dit «profondément attristé» pour les étudiants du collège, les membres du personnel ainsi que leurs proches, qualifiant leur journée de «très difficile et de grande inquiétude». M. Charest a donc tenu à préciser que le gouvernement québécois allait offrir toute l'aide nécessaire aux victimes, notamment en matière de soutien psychologique, au cours des prochains jours. Questionné sur la volonté du gouvernement de Stephen Harper d'abolir le registre des armes à feu, le premier ministre n'a pas voulu se lancer sur ce terrain. «Ce soir, ce n'est le lieu ni le moment pour faire ce débat», a-t-il souligné.

Il a toutefois ajouté que, en matière de sécurité dans les établissements d'enseignement, «les responsables [de la sécurité] doivent se poser des questions, comme après chaque événement tragique». Pour l'ensemble du réseau scolaire, il est temps de remettre en question les mesures de sécurité, de les mettre à jour et d'aller chercher des ressources pour les améliorer, selon M. Charest.

Plus tôt en journée, le député péquiste de Mercier, Daniel Turp, s'en est quant à lui pris à la volonté des conservateurs d'abolir le registre des armes à feu. «Il y a un gouvernement conservateur qui semble ne pas vouloir maintenir cette politique visant à contrôler les armes à feu. Je pense que les gens vont devoir encore penser que contrôler les armes à feu et l'accès, c'est important», a-t-il dit déclaré en milieu d'après-midi.

Le chef du Parti québécois, André Boisclair, a toutefois invité les gens à ne pas tirer des conclusions trop hâtives de la fusillade. «J'invite tout le monde à la prudence. Je pense qu'aujourd'hui, ce qui compte, c'est d'exprimer notre sympathie et notre appui aux familles des victimes et à toute la communauté du Collège Dawson», a-t-il ajouté.

Plusieurs députés étaient tout simplement consternés. «On se demande comment on peut se protéger contre des événements comme ça», a résumé la nouvelle députée péquiste de Taillon, Marie Malavoy, visiblement émue. Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, a affirmé être «bouleversé par les événements d'une rare violence» qui ont eu lieu au Collège Dawson.

Le maire de Montréal, Gerald Tremblay, s'est pour sa part dit «bouleversé et troublé» par ces événements «inacceptables». «Je voudrais offrir mes sympathies et ma compassion aux victimes, aux blessés, leurs parents et leurs proches [...] et je voudrais féliciter et remercier les policiers et les ambulanciers qui, dans les circonstances, ont fait un travail remarquable.»

Le Devoir

La sécurité absolue est impossible dans les cégeps

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Sécuriser entièrement un lieu public comme un cégep et le mettre à l'abri de tragédies semblables à celle qu'a subie hier le Collège Dawson relève de la mission impossible. Voilà ce qu'a communiqué hier la Fédération des cégeps, renvoyant notamment au récent jugement de la Cour suprême sur le kirpan et à ses recommandations de mesures de sécurité dites raisonnables.

Sonné comme un peu tout le monde par l'ampleur du drame, le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, a indiqué hier que malgré le fait que tous les cégeps de la province soient tenus d'avoir des plans de mesures d'urgence, le caractère «imposant» et public d'un cégep comme Dawson rendait «proprement impossible» l'assurance d'une sécurité totale.

«On parle ici du plus imposant collège au Québec», a exposé M. Boucher, dont la fédération se réfère aussi au jugement de la Cour suprême sur le port du kirpan dans une école primaire de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys pour expliquer le fait que les collèges sont tenus à des mesures de sécurité «raisonnables et non pas extrêmes».

«Les collèges sont des lieux publics, ouverts, et c'est ce qui rend difficile l'imposition d'un dispositif extrême», a affirmé M. Boucher, qui, en 20 ans de séjour à la fédération, n'a pas souvenir d'un événement d'une telle violence sous le toit d'un collège.

Le Collège Dawson, avec ses 7500 étudiants et ses 760 membres du personnel, abrite non seulement l'effectif scolaire le plus important mais aussi une des communautés multiethniques les plus diversifiées à Montréal. «C'est un collège réputé pour sa capacité à

vivre en harmonie avec tous les groupes qu'il compte», a indiqué M. Boucher, qui, en fin d'après-midi, n'avait pas réussi à entrer en communication avec la direction du cégep en question.

«Évidemment, après avoir vécu Polytechnique, on était plusieurs au Québec à penser que ce type d'événement ne pouvait jamais plus se produire», a indiqué M. Boucher. «Malheureusement, il semblerait qu'on ne peut jamais dire "jamais"».

D'autres organisations scolaires ont eu à composer par ricochet avec les conséquences de la fusillade, telles les écoles primaires Saint-Léon-de-Westmount et l'École internationale, toutes deux avoisinant le périmètre de sécurité délimité par les policiers autour du collège. La Commission scolaire de Montréal (CSDM), qui chapeaute ces deux écoles, a décidé en cours d'après-midi de contacter l'ensemble

des parents des centaines d'élèves, ne laissant partir les enfants qu'après avoir eu la consigne des parents.

«Nous avons appelé les parents pour qu'ils viennent chercher les élèves ou qu'ils nous donnent les autorisations pour les laisser partir», a indiqué le porte-parole de la CSDM, Sylvain Arsenault. En fin d'après-midi, 200 des 600 enfants de l'École internationale étaient toujours en classe, avec les enseignants qui avaient pour consigne de demeurer avec eux tant et aussi longtemps qu'on n'avait pas joint leurs parents.

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), Jean-Marc Fournier, a quitté Québec en milieu d'après-midi pour se diriger vers Montréal, où on devait décider en soirée d'un possible point de presse entourant ces tragiques événements.

Le Devoir

Avec TVA, l'actualité partout et en tout temps



lcn.canoe.com
manchettes, entrevues
et extraits vidéos

Le canal nouvelles TVA

TVA
QUEBECOR MEDIA
tva.canoe.com

Le TVA 17 heures
le grand rendez-vous en information
En reprise sur illico sur demande
au canal 900 VIDÉOTRON

LES ACTUALITÉS

Nouveau rôle d'évaluation

Montréal réclame des mesures d'exception

CLAIRANDRÉE CAUCHY

La Ville de Montréal presse le gouvernement du Québec de prendre des mesures «exceptionnelles» pour atténuer le choc fiscal que subiront les contribuables montréalais à la suite de la parution du nouveau rôle d'évaluation hier.

C'est que le portrait des variations de valeurs foncières réalisé au 1^{er} juillet 2005 comporte des écarts importants entre les secteurs et les types d'habitation. Les variations sont particulièrement élevées dans les secteurs moins nantis de la Ville, où les hausses de taxes pourraient être particulièrement difficiles à encaisser.

«On voit apparaître des transferts fiscaux importants qui affectent davantage les secteurs et les arrondissements moins nantis de Montréal, au profit des secteurs plus aisés de l'agglomération comme Senneville et Westmount», a expliqué M. Zampino. Il demande carrément à Québec de suspendre l'application du nouveau rôle d'évaluation et de mettre en place un comité technique réunissant les fonctionnaires de la Ville et de Québec pour trouver des moyens d'atténuer le choc.

Si cette solution n'était pas retenue, la Ville de Montréal suggère quelques mesures qui pourraient entrer en vigueur dès le prochain budget pour limiter les hausses de taxes. On demande à Québec de permettre d'étaler la hausse des valeurs foncières sur quatre ans plutôt que trois. L'administration municipale voudrait également pouvoir établir un taux distinct pour les propriétés d'un seul logement. On suggère aussi de bonifier le programme de crédit sur l'impôt foncier pour les aînés, les assistés sociaux et les étudiants.

Tout en promettant de prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter l'effet des hausses foncières, Frank Zampino n'a pu s'engager à ne pas hausser le fardeau fiscal global. «La dernière chose qu'on aimerait faire, c'est d'augmenter les taxes des contribuables montréalais. On va tout faire pour équilibrer le budget et présenter un scénario en novembre où il n'y aurait aucune augmentation», a-t-il déclaré. Il prévient néanmoins que les propriétés dont la variation de la valeur foncière est plus élevée que la moyenne verront nécessairement leur compte de taxes augmenter.

Le scénario du report du rôle d'évaluation n'est guère prisé par le ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau. «On ferait juste reporter à plus tard le problème anticipé», a-t-elle fait valoir hier. La ministre a néanmoins montré sa disposition à considérer d'autres options, tels l'étalement du compte de taxes sur une plus longue période ou l'introduction d'une nouvelle catégorie de taxation. «Je suis très très ouverte à regarder comment on peut faire pour atteindre l'objectif de réduire le choc anticipé sur le compte de taxes», a-t-elle affirmé.

L'opposition au conseil municipal de Montréal a quant à elle décrié la demande de report du rôle d'évaluation formulée par l'administration Tremblay-

Zampino «Cela ne fait que remettre le problème à plus tard», a fait valoir la porte parole de Vision Montréal, Noushig Eloyan.

La réaction est similaire du côté de la mairesse de Westmount, Karin Marks. La présidente de l'Association des maires de banlieue estime que ce rôle d'évaluation, qui entraînera une baisse du fardeau fiscal des villes reconstituées, constitue un juste retour du balancier après les hausses connues dans ce secteur en 2003.

Locataires inquiets, propriétaires rebelles

Les associations de locataires se disaient inquiètes, hier, de la pression à la hausse sur les loyers dans les arrondissements qui présentent des variations de valeurs foncières supérieures à la moyenne. «Cela amène une nouvelle pression à la hausse sur les loyers, alors que le marché, alors que les hausses commencent à ralentir», a noté le porte-parole du Regroupement des comités logement et associations de locataires, André Trépanier, en invitant les locataires à vérifier la hausse foncière réelle de leur immeuble avant d'accepter les augmentations de loyer.

La Corporation des propriétaires immobiliers du Québec a elle aussi invité les différentes autorités à prendre des mesures pour limiter les hausses. Du même souffle, elle recommande à ses membres de contester systématiquement les évaluations municipales.

À la pilule des taxes municipales, qui sera probablement difficile à avaler pour la moitié des contribuables qui ont vu la valeur de leur maison augmenter plus que la moyenne, il faudra ajouter celle des taxes scolaires, qui risque d'être encore plus amère.

C'est que les taxes scolaires ne sont pas modulées en fonction des types d'immeubles, contrairement à ce qui prévaut pour les taxes municipales. De plus, Québec ne permet pas, du moins pour le moment, d'étaler l'application du rôle sur plusieurs années, encore contrairement au cas des taxes municipales. Un comité de travail réunissant les commissions scolaires et le ministère de l'Éducation planche néanmoins sur des mesures qui limiteraient les augmentations de taxes scolaires. On pourrait, par exemple, permettre d'étaler les paiements, de les faire en plusieurs versements et d'autoriser des taux de taxation différents selon les types d'immeuble. «Un projet de loi en ce sens pourrait être adopté cet automne», a fait valoir l'attachée de presse du ministre de l'Éducation, Marie-Claude Lavigne.

«On va regarder les chiffres, en attendant de voir ce que le gouvernement va nous proposer», a laissé tomber le président du Comité de gestion de la taxe scolaire, Fernando Barbieri, encore surpris de constater l'ampleur des variations entre les différents secteurs de file.

Le Devoir

avec la collaboration du bureau de Québec

Autoroute 25

Le CRE de Laval rend public son mémoire... un an après les audiences

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Le prolongement de l'autoroute 25 vers Laval serait socialement justifié s'il était «dédié uniquement au camionnage, au covoiturage et au transport collectif».

C'est ce que soutient le Conseil régional de l'environnement de Laval dans un mémoire que les forces économiques et politiques locales l'ont empêché de déposer l'an dernier, lors des audiences publiques tenues pour ce projet. Approuvé plus d'un an après avoir été rédigé, le mémoire a été rendu public hier.

L'opposition des forces politiques et économiques de Laval à la publication de ce mémoire aurait brisé l'image d'unanimité qu'elles voulaient projeter devant le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). Elles ont fini par se coaliser et bloquer la publication de ce mémoire. Mais, devant la volonté des écologistes au sein de ce CRE de divulguer leurs motifs d'opposition au projet de la 25 et leur détermination à dénoncer le saccage croissant des milieux humides lavallois, une opération de noyautage a été mise en marche au printemps qui aurait pu s'avérer mortelle pour la direction actuelle. L'affaire s'est transformée en saga judiciaire, présentement devant les tribunaux.

Selon le mémoire désormais approuvé par le nouveau conseil d'administration du CRE de Laval, le prolongement de la 25 est injustifié dans une stratégie vi-

sant uniquement un allègement temporaire de la circulation entre la rive nord et Montréal. Si c'est le seul objectif visé, précise le mémoire, le prolongement de l'autoroute et la construction du pont ne sont qu'un moyen parmi d'autres, et un des moins efficaces pour ses effets à long terme, pour obtenir le même résultat. Le mémoire rappelle l'étude de la Chambre de commerce de Montréal qui a démontré, quelques années plus tôt, que l'accroissement du transport collectif augmente la rapidité globale et la fluidité des déplacements et que la seule présence de la voie réservée aux autobus sur le pont Champlain aux heures de pointe équivaut à en faire un pont de trois voies.

Le mémoire du CRE de Laval semble enclin à reconnaître que le prolongement de la 25 réduirait l'achalandage du trafic lourd, mais là encore, y lit-on, d'autres moyens peuvent donner le même résultat, comme l'établissement de plages horaires pour ces poids lourds et l'interdiction de leur accès aux secteurs congestionnés en période de pointe.

Le CRE de Laval propose toute une série de moyens pour réduire de façon durable la congestion entre Montréal et la rive nord et pour faire diminuer globalement les émissions de gaz à effet de serre du parc automobile.

Le Devoir

Motocyclettes

Les hausses de primes ne régleraient pas le problème de sécurité

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Les changements apportés par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) à ses primes d'assurance pour les motos n'amélioreront pas le bilan routier québécois parce que cet organisme «passe à côté des vrais problèmes».

C'est ce qu'a affirmé hier Normand Noisieux, porte-parole de Promocycle, une fondation nationale qui promeut la conduite sécuritaire à moto. Cet organisme invite à une rencontre le 30 septembre les motocyclistes qui veulent participer à l'élaboration d'un plan d'action qui comprendra des «volets publics, politiques et juridiques».

À compter de 2008, la SAAQ entend augmenter de façon substantielle les tarifs d'assurance applicables aux motos de plus de 400 cc et frapper plus particulièrement les «bombes» qu'on connaît sous le vocable de motos sport.

Cette politique, a expliqué M. Noisieux, ne règlera rien et accroîtra plutôt le danger que représentent certains motocyclistes sur les routes, car il sera facile

aux kamikazes impénitents d'acheter une moto de type régulier dont ils augmenteront la puissance pour en faire une véritable bombe à tarif d'assurance réduit. Or, a expliqué le porte-parole de Promocycle, les freins, la suspension et d'autres équipements qui concourent à la sécurité de ces véhicules ne seront pas adaptés à ces niveaux de performance. Dans les faits, a-t-il dit, ces motos, que personne n'inspectera faute d'un système public et obligatoire pour tous les véhicules, s'avéreront plus dangereuses que les motos sport produites par des constructeurs sérieux.

De plus, Promocycle déplore «l'étréitesse des vues de la SAAQ, dont la vision purement comptable empêche l'émergence d'une véritable politique de la moto au Québec», comme on en voit désormais en Europe.

Il aurait fallu, a expliqué M. Noisieux, réunir les ministères des Transports et de l'Environnement, les motocyclistes, les constructeurs, les grandes villes, voire des groupes environnementaux, pour élaborer une politique globale visant à concilier sécurité et environnement.

Le Devoir

EN BREF

Politiser les délais d'attente

Québec — Les médecins taillent en pièces le projet de loi 33 sur la garantie d'accès aux soins de santé et demandent au ministre de la Santé, Philippe Couillard, de refaire ses devoirs. Le plus troublant dans les mémoires présentés hier par la Fédération des médecins spécialistes et la Fédération des médecins omnipraticiens, c'est justement, à leurs yeux, que rien dans le projet de loi ne garantit aux patients québécois qu'ils auront effectivement des soins dans de meilleurs délais. Les médecins spécialistes disent «ne pas voir comment les mesures annoncées par ce projet de loi garantissent une amélioration de l'accès aux soins», peut-on lire dans leur mémoire. Leur fédération reproche au ministre de s'arroger trop de pouvoir discrétionnaire pour déterminer les délais acceptables de traitement, de bureaucratiser à outrance le système de santé et, surtout, d'imposer des contraintes supplémentaires à la pratique médicale. «C'est une politisation des délais d'attente», a déploré le président de la Fédération des médecins spécialistes, le Dr Yves Dugré lors d'un entretien téléphonique, estimant «qu'il faut redessiner ça». Le projet de loi 33 «doit tout simplement être récrit», conclut de son côté la Fédération des omnipraticiens, qui juge que ce projet «sabordonne le mécanisme de garantie d'accès à l'unique et entière discrétion du ministre». — PC

Placide Poulin nie tout

Québec — Furieux contre l'Action démocratique du Québec (ADQ), l'homme d'affaires beauceron Placide Poulin a catégoriquement nié, hier, avoir tenté de soudoyer le député de Beauce-Nord, Janvier Grondin. Dans un communiqué transmis aux médias, M. Poulin reproche à l'ADQ, plus particulièrement à l'entourage du chef Mario Dumont, de véhiculer à son endroit «des

insinuations trompeuses et malveillantes» à des fins partiales. «Je n'ai formulé aucune proposition de quelque nature que ce soit au député Grondin. Je suis un homme d'affaires aguerri et intègre qui continue de se soucier du bien-être de ses concitoyens et non d'une notoriété politique», écrit l'entrepreneur prospère, avant d'ajouter qu'il n'émettra plus «aucun commentaire» à ce sujet. Janvier Grondin, qui représente la circonscription de Beauce-Nord depuis 2003, a révélé la semaine dernière qu'il a été approché au cours de l'été par un homme d'affaires «très influent» pour qu'il cède son siège en vue des prochaines élections générales. En échange de son retrait de la vie politique, l'individu lui aurait promis un emploi confortable d'au moins cinq ans dans la fonction publique. Ardent fédéraliste et partisan libéral de longue date, M. Poulin est un homme d'influence qui a fait fortune avec les baignoires Maax. — PC

Graham Fraser, futur commissaire aux langues officielles

Ottawa — Le journaliste Graham Fraser avait l'habitude de couvrir le dépôt des rapports de la commissaire aux langues officielles. Mais si tout se déroule comme prévu, il sera bientôt l'auteur de ces rapports. Le premier ministre Stephen Harper a en effet proposé hier la nomination de M. Fraser au poste de commissaire aux langues officielles. Agé de 60 ans, le correspondant du Toronto Star à Ottawa est un journaliste respecté sur la colline parlementaire, un francophile et un ardent défenseur du bilinguisme. Cette nomination, qui doit encore être approuvée par le Parlement, a été applaudie par les partis d'opposition et les groupes de défense des francophones. — PC

Université d'Ottawa



La Faculté de droit annonce la nomination de la professeure **Lucie Lamarche** au poste de titulaire de la Chaire Gordon F. Henderson des droits de la personne.

M^{me} Lamarche détient un baccalauréat et une maîtrise en droit de l'Université de Montréal et un doctorat en droit de l'Université libre de Bruxelles. Fellow de l'Institut universitaire européen (Chaire Jean Monnet), elle a reçu le Mérite Christine Tourigny du Barreau du Québec en 2002.

M^{me} Lamarche a consacré l'essentiel de sa carrière à la défense des droits de la personne et des droits des femmes. Elle est spécialiste des droits économiques et sociaux de la personne. De 2000 à 2004, elle a assumé la direction du Centre d'études sur le droit international et la mondialisation de l'Université du Québec à Montréal.

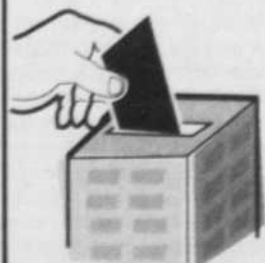


uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

L'Université d'Ottawa, par son emplacement au cœur de la capitale du Canada et la grande variété de ses programmes d'enseignement et de recherche dans les deux langues officielles, s'affirme comme «l'Université canadienne» par excellence.

www.uOttawa.ca



www.msss.gouv.qc.ca/elections

Santé
et Services sociaux

Québec

Avec la participation des
Agences de la Santé et des Services sociaux

É D I T O R I A L

Drame à Dawson

Au moment d'écrire ces lignes, le bilan des victimes du drame qui a secoué le Collège Dawson hier après-midi s'établissait à 19 blessés par balles et deux décès, dont celui du tireur fou. On ne sait encore à peu près rien de ce dernier, pas plus que des motifs qui l'ont mené à agir ainsi. Attendez avant de tirer des conclusions.

C'est la troisième fois en moins de deux décennies que des événements violents faisant plusieurs victimes ont lieu dans des institutions d'enseignement postsecondaire du Québec. En décembre 1989, un jeune homme, Marc Lépine, avait fait irruption à l'École polytechnique et assassiné 14 femmes en plus de blesser 13 autres personnes, dont neuf femmes, avant de s'enlever la vie. Le geste était prémédité: Lépine en voulait aux femmes, qu'il accusait de prendre la place des hommes dans la société. Quelques semaines auparavant, il avait obtenu un permis d'acquisition en règle et s'était procuré une arme très dangereuse, un Ruger semi-automatique de calibre .223, dont la vente est toujours autorisée malgré les mesures législatives restrictives adoptées depuis.

Quelques années plus tard, en août 1992, un chargé de cours en génie à l'université Concordia, Valéry Fabrikant, tirait à bout portant sur cinq employés de son université, tuant quatre de ses collègues et blessant gravement une cinquième personne. L'année suivante, il a été condamné à la prison à perpétuité sans possibilité de libération avant 15 ans, une peine qu'il purge toujours dans un pénitencier fédéral.

Hier, les informations disponibles laissaient croire qu'un homme dans la vingtaine s'est présenté à la cafétéria du Collège Dawson, où il s'est mis à tirer sur des étudiants croisés au hasard. On ne sait pas pourquoi et, pour le moment, il ne sert à rien d'inventer des scénarios hypothétiques. En elle-même, la réalité du drame suffit pour faire réfléchir, s'indigner ou se recueillir.

Certains diront que des mesures de sécurité plus strictes doivent être adoptées à l'entrée des institutions publiques. Or les réflexions qui ont suivi l'affaire de Polytechnique n'ont pas permis de trouver des moyens efficaces et simples pour rendre tout à fait sécuritaires des lieux où circulent des milliers de personnes chaque jour. Il y a déjà assez des aéroports qui sont devenus des camps retranchés, évitant d'en faire autant de nos universités!

En revanche, selon des témoignages qui restent à être confirmés, l'arme utilisée hier semble être un fusil semi-automatique, comme à Polytechnique et dans plusieurs situations semblables survenues aux États-Unis. Comment se fait-il qu'il soit toujours possible de se procurer, en toute légalité, des armes semi-automatiques au Canada?

Il n'a fallu que quelques minutes aux policiers pour se présenter sur les lieux et neutraliser l'agresseur, qui avait déjà eu le temps d'atteindre 20 personnes. De même pour les ambulanciers, qui ont procédé rapidement, malgré le risque. Jusqu'à preuve du contraire, il semble qu'on ait su tirer quelques bonnes leçons des erreurs du passé.

Nous vivons dans des villes peuplées d'individus aux destins et aux desseins particuliers, pas toujours sains ni pacifiques. Certains, comme Lépine et Fabrikant, ont recours à la violence meurtrière pour exprimer leur frustration devant l'échec, l'insatisfaction ou l'impuissance. Des croyances ou des idéaux peuvent aussi en mener certains au crime et, presque toujours, des dérangements d'ordre psychologique accentuent la démesure de la réaction. Mais si, d'aventure, un diagnostic amène à comprendre les motivations à l'origine du geste, il ne l'excuse ni ne le justifie jamais.

De mauvaise humeur

La mauvaise humeur de l'électorat américain à l'endroit du président George W. Bush est telle qu'ils se comptent sur les doigts de la main, ceux qui croient aux chances des républicains de consolider leur majorité au Congrès aux législatives du 7 novembre prochain. La question, disent les experts à l'unisson, est de savoir s'ils parviendront même à la conserver contre un Parti démocrate pourtant désorganisé. Les républicains, qui contrôlent le Sénat et la Chambre des représentants depuis 1994, déçoivent aujourd'hui de tous les côtés, y compris au sein de l'incontournable base religieuse de M. Bush. À tel point qu'un sondage du Pew Research Center, un *think tank* réputé de Washington, faisait état au printemps dernier d'un «appétit de changement» inégalé en huit consultations électorales parmi les Américains envers leurs élus.

Les majorités sont minces au Congrès et le champ électoral est étroit aux États-Unis, mais tout indique que les démocrates, en avance dans les intentions de vote à l'échelle nationale, vont enfin pouvoir profiter de l'immense fatigue de l'opinion américaine devant la guerre d'Irak de M. Bush, qui s'obstinait encore, lundi, à tenter de faire jouer en sa faveur la mémoire du 11-Septembre.

Aussi les primaires qui se tenaient mardi dans neuf États — par lesquelles démocrates et républicains choisissent leurs candidats aux élections — ont-elles été suivies avec une attention particulière. Leurs résultats sont moins probants que certains l'auraient cru. Moins spectaculaires, en tout cas, que la défaite subie aux primaires du Connecticut le mois dernier par le sénateur démocrate et ancien candidat à la vice-présidence Joseph Lieberman, que les militants ont chassé du parti pour avoir été trop «bushien» sur la question irakienne.

Point de mire des stratèges politiques, la course républicaine aux primaires de mardi dans le Rhode Island, un État aussi petit que crucial, a mis en exergue les débats qui déchirent les républicains dans leurs efforts pour conserver le contrôle du Congrès, malgré le boulet qu'est devenu pour eux le président. Elle aura peut-être aussi montré que la partie n'est pas gagnée d'office pour les démocrates. De fait, c'est par une bien mince majorité de 53 % que les militants républicains ont choisi le sénateur sortant Lincoln Chafee, un modéré qui s'est à plusieurs reprises opposé aux desiderata présidentiels, pour les représenter aux législatives. Au grand dam des démocrates et de leur frange antiguerre, qui comptaient sur le choix d'un candidat républicain plus nettement marqué à droite pour garantir leur victoire.

Aucune équivoque, en revanche, dans la victoire de la sénatrice Hillary Clinton aux primaires de New York. Malgré ses positions très centristes, pour ne pas dire ambivalentes, au sujet de l'Irak, Mme Clinton a écrasé un obscur rival antiguerre avec 81 % des voix. Un raz-de-marée, en somme, qui vient reconfrimer l'état de grâce dans lequel elle se trouve au sein du parti, à fabriquer de toute pièce — et à deux ans de la présidentielle.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
 Directeur de l'information JULES RICHER
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
 LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Le NPD près du Québec

Je suis québécoise et j'ai participé au congrès du Nouveau Parti démocratique qui s'est déroulé à Québec la fin de semaine dernière. J'ai pu constater que les principales propositions discutées et approuvées en séance plénière concernaient la spécificité du Québec au sein de la fédération canadienne, la défense des familles (logements à prix raisonnable, garderies, soins de santé), la défense de l'environnement et des travailleurs ainsi que la dévastation du Liban, la guerre en Irak et notre présence en Afghanistan.

Tous ces sujets me touchent personnellement en tant que Québécoise et Canadienne. Je pense donc, contrairement au propos du député bloquiste Paul Crête rapporté dans *Le Devoir* du lundi 11 septembre dernier, le NPD est très près des préoccupations des Québécois et devrait obtenir notre appui.

Marguerite-Marie Roberge
 Québec, le 11 septembre 2006

Le financement des partis politiques et l'Irak

Vous vous demandez: mais quel est le lien entre le financement des partis politiques et cette guerre en Irak, injustifiée et qui a fait des milliers de victimes innocentes?

C'est très simple: la campagne présidentielle de George W. Bush a été financée par de puissants lobbys, pétroliers et autres. Bush doit les remercier un jour. Il s'arrange pour créer un lien (qui n'existe pas) entre Saddam Hussein et les attentats du 11 septembre 2001. Il envahit l'Irak, ce qui crée de l'instabilité politique dans la région du golfe Persique. Cela fait monter les prix du pétrole et crée des occasions d'affaires pour les industries de l'armement. Sa dette est remboursée.

JORGE GRINBERG

Résident au Québec depuis 2004

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai lu l'article de Jean-Louis Hérvault consacré aux «pingouins» argentins dans *Le Devoir* du mardi 29 août 2006, d'autant plus qu'étant argentin, j'apprécie que le public québécois soit plus informé sur la réalité de mon pays d'origine.

Je trouve néanmoins troublant que M. Hérvault évoque uniquement les aspects positifs du gouvernement Kirchner en oubliant de constater ses revers. Je fais référence notamment à la détérioration croissante des institutions démocratiques, de même qu'à une gestion plus que questionnable des relations internationales, qui n'ont fait qu'accroître l'isolement de l'Argentine, avec la notable exception dudit axe Caracas-Buenos Aires.

Dès son accession au pouvoir, en 2003, M. Kirchner, appuyé par son épouse Cristina, a entamé une corrosion graduelle des contre-poids naturels au pouvoir exécutif. En ce qui concerne le pouvoir judiciaire, il a réussi à se débarrasser des quelques membres de la Cour suprême de justice qui ne lui répondaient pas pleinement ainsi qu'à restructurer le «Conseil de la magistrature» dans le but d'étendre la mainmise politique sur les désignations et les promotions de juges.

Le pouvoir législatif s'est par ailleurs retrouvé presque dépourvu de son rôle de contrôleur de la politique budgétaire: il a été manipulé pour

Au Québec, les retours d'ascenseur ne sont pas meurtriers, heureusement, mais ils coûtent quand même très cher à la société. Comment les éviter? En revoyant le financement des partis politiques. Il faut éviter que ceux qui se font élire soient redevables envers quelqu'un à la suite de leur élection.

À l'heure actuelle au Québec, un électeur peut donner jusqu'à 3000 \$ à un parti politique provincial, mais la contribution maximale donnant droit à un crédit d'impôt de 75 % n'est que de 400 \$. La question est donc celle-ci: qui va donner 3000 \$, en recevant un crédit d'impôt de 300 \$, sans rien attendre en retour? Personne.

Voici une esquisse de solution. Un candidat dans une circonscription ne pourrait pas dépenser plus de 5000 \$ pour sa campagne. Cela se compare à un coût moyen dix fois plus élevé à l'heure actuelle, soit environ 50 000 \$. Il devrait fournir personnellement tous les fonds, qui donneraient droit à un crédit d'impôt de 3750 \$ (75 %). Sa campagne ne lui coûterait donc que 1250 \$ au total. Résultat: si le candidat se fait élire, il ne doit rien à personne. En plus, on aide la cause de l'environnement, car les candidats n'ont pas suffisamment d'argent pour tapisser tous les poteaux de téléphone d'affiches qui ne nous apprennent rien.

Christian Charron

Montréal, le 11 septembre 2006

Unique Big O

Voilà déjà deux ans que je pratique la planche à roulettes au Big O, un cylindre de béton situé à proximité du Stade olympique. Pour moi, le Big O n'est pas uniquement un cylindre de béton, il représente beaucoup plus à mes yeux, et c'est un endroit historique où différentes générations de planchistes ont laissé leur marque. Depuis que je connais le Big O, j'ai rencontré des planchistes incroyables qui m'ont grandement inspiré au cours de mon apprentissage de planchiste. Le Big O n'est pas seulement un

endroit où on fait de la planche à roulettes, c'est un endroit où les planchistes apprennent à se respecter l'un l'autre et leur environnement tout en gardant le secteur propre. Chaque fois que je vais au Big O, je ne peux m'empêcher d'admirer la beauté qui entoure ce cylindre de béton. Le ciel, la douce brise qui souffle dans les arbres, la verdure, même la tour olympique rendent l'endroit encore plus magnifique.

Chaque fois que je vais au Big O, je me sens toujours bienvenue, et on peut sentir la chaleur humaine entre les planchistes. Je n'ai jamais ressenti ce sentiment dans tous les autres parcs de planche à roulettes où je suis allée. Les planchistes s'encouragent toujours l'un l'autre, et lorsqu'un d'entre eux réussit un tour, tous sourient instantanément et l'acclament.

Quand je montre des photos du Big O aux autres planchistes à travers le Canada, je suis fière d'en faire partie et de pouvoir l'utiliser chaque jour. Contrairement aux autres parcs de planche à roulettes où je suis allée, il n'y a aucune compétition quelle qu'elle soit entre les planchistes: ils essaient toujours de s'entraider. Il n'y a pas assez de mots pour décrire ce que je ressens lorsque je vais au Big O; une certaine magie émane de cet endroit, quelque chose de tout à fait renversant, c'est comme si tout était soudainement possible et à portée de la main si on y croit.

Le Big O est unique en son genre parce qu'il n'a pas été conçu pour la planche à roulettes: on doit travailler deux fois plus fort et c'est pour cette raison qu'il est si spécial. La seule pensée de ne pas pouvoir utiliser le Big O pour le reste de ma vie me brise le cœur parce que je tiens énormément à cet endroit. Sans le Big O, je ne serais pas la personne que je suis aujourd'hui. Donc, s'il vous plaît, sauvez le Big O, c'est un monument historique qui mérite d'être conservé pour les générations de planchistes à venir.

Jade Bonnemaison

Montréal, le 10 septembre 2006

LIBRE OPINION

Des revers oubliés

accorder des «superpouvoirs» à l'exécutif, de façon telle que ce dernier puisse diriger l'assignation du budget sans aucune entrave.

Certes, les «décrets de nécessité et d'urgence» ont toujours été une politique courante en temps de crise, mais dans le cas présent, l'Argentine — en plein essor économique — subit une véritable institutionnalisation de cette pratique.

M. Hérvault dépeint par ailleurs le président Kirchner comme le héros muselant le pouvoir militaire en Argentine. Il oublie le long processus de reconnaissance des horreurs de la dictature militaire des années 70, puis le châtiment des criminels responsables, mais surtout la récupération démocratique entamée par le président Alfonsín, laquelle a réussi à installer dans la conscience collective argentine la notion du *nunca jamás* (jamais plus).

Malgré les nombreuses erreurs commises par M. Alfonsín, il faut reconnaître son courage pour s'être opposé au pouvoir militaire bien plus tangible et redoutable en 1983 qu'en 2003, début du mandat de M. Kirchner.

Éloignement de ses voisins

Tout en compromettant ses rapports avec ses plus importants partenaires commerciaux que sont les États-Unis et les pays de l'Union européenne, l'Argentine s'est fortement éloignée de ses pays voisins, notamment le Chili et le Paraguay.

Un incident récent avec l'Uruguay fournit l'exemple le plus fulgurant d'imbécillité poli-

tique dans la gestion des relations internationales de l'Argentine et souligne le fait que le gouvernement Kirchner privilégie un populisme à outrance sur la construction du Mercosur (seul projet sérieux d'intégration économique en Amérique du Sud maintenu par tous les gouvernements argentins depuis le retour de la démocratie, en 1983).

Enfin, je souhaite insister sur un aspect inquiétant de la construction du pouvoir politique du couple Kirchner, qui a trait à l'érosion systématique des médias indépendants. Le «pingouin» a un seuil de tolérance proche de zéro vis-à-vis des critiques exprimées par les journalistes, celles-ci se transformant rapidement à ses yeux en complots.

Fort heureusement, il existe encore des médias relativement indépendants, par exemple le journal *La Nación*, et bon nombre d'Argentins (30 % selon les enquêtes mentionnées par M. Hérvault) voient au-delà d'une amélioration temporaire de l'économie; le boum actuel doit en effet beaucoup à des facteurs externes, plus particulièrement à une demande croissante de biens exportés par l'Argentine mais aussi à l'excellente gestion de Roberto Lavagna, ancien ministre de l'Économie.

Cet économiste devenu politicien, candidat possible de l'opposition à l'élection présidentielle de 2007, incarne les espoirs de beaucoup d'Argentins qui désirent un meilleur pays, plus solide économiquement et inséré dans le monde actuel, mais qui soutiennent des institutions démocratiques et transparentes.

IDÉES

Quelle est la vraie nature d'André Boisclair?

DENIS MONIÈRE

Professeur au département de science politique de l'Université de Montréal

Le discours du nouveau chef du Parti québécois suscite un certain scepticisme tant chez les observateurs de la scène politique que chez les militants de ce parti. Depuis son accession à la direction de ce parti, certains lui ont reproché son arrogance, une propension aux discours ronflants mais peu substantiels ou encore sa tiédeur à l'endroit de la souveraineté.

Pour évaluer le bien-fondé des réserves exprimées à l'endroit du nouveau chef du Parti québécois, nous avons réalisé une étude lexicométrique de cinq discours qu'il a prononcés depuis son entrée en fonction et qui sont accessibles sur le site Internet du PQ. Ces cinq discours totalisent 21 491 mots répartis en 895 phrases. La longueur moyenne de ses phrases est de 24 mots, ce qui correspond à la norme habituelle des discours politiques puisque la longueur moyenne des phrases prononcées par les premiers ministres québécois depuis 1960 est de 24,7 mots.

L'étude des caractéristiques lexicales des discours d'André Boisclair permet de jeter un éclairage nouveau sur la nature de ses interventions sur le plan tant du style que du contenu.

Un discours décliné au « je »?

Le discours de Boisclair est-il centré sur sa propre personne? L'emploi des pronoms personnels de la première personne du singulier et du pluriel peut être un indicateur de la vision implicite qu'un locuteur a de lui-même, l'usage du « je » révélant une conception personnalisée de la gouvernance alors que l'usage du « nous » suggère une conception collégiale du pouvoir.

Chez Boisclair, le « nous » l'emporte nettement sur le « je » (304 et 206). Cette prédominance de la référence collective s'observe aussi dans l'usage des pronoms possessifs (« nos », « notre »: 194; « mon », « ma », « mes »: 21). Le « nous » peut aussi être remplacé par le pronom impersonnel « on », qui joue la même fonction. Le « on » qui réfère à un collectif indéterminé est employé à 149 reprises. La référence au collectif est donc deux fois plus importante que la référence à sa propre personne, ce qui laisse penser qu'il n'est pas aussi imbu de lui-même qu'on l'a dit.

En comparant les proportions de « je » et de « nous » par phrases chez André Boisclair avec celles de son prédécesseur Bernard Landry, on constate d'une part que la proportion de « je » est supérieure chez Boisclair (23 comparativement à 13) mais d'autre part que la proportion de « nous » est elle aussi supérieure (34 par rapport à 20). Si Boisclair donne l'impression d'avoir un ego surdimensionné, cela dépendrait moins du vocabulaire qu'il utilise que de son langage corporel.

Si Boisclair préfère parler au nom d'un collectif qui l'englobe, à quelle dimension du collectif se réfère-t-il le plus? Que désigne son « nous »: le parti, les Québécois ou d'autres collectifs?

Comme trois de ses discours s'adressaient à des assemblées partisanes, c'est le Parti québécois qui est principalement désigné par ses usages du « nous » (46 %) alors que 43 % de ses « nous » réfèrent aux Québécois, les autres désignant pour la plupart les politiciens. Cette insistance sur le collectif partisan indique une volonté de rassemblement des troupes après la dure épreuve de la course à la direction.

Un souverainiste mitigé?

On a mis en doute les convictions souverainistes d'André Boisclair et on lui a reproché de ne pas en faire la promotion. Pourtant, Boisclair ne ménage pas les références aux concepts clés du discours nationaliste: la souveraineté revient à 32 reprises et il parle explicitement de la nation québécoise (cinq fois). Il mentionne huit fois « la nécessité de faire la souveraineté ».

Comme l'ont soutenu les autres dirigeants de ce parti avant lui, la souveraineté est un moyen pour fai-



André Boisclair

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

re progresser le Québec: « Il nous faut la souveraineté du Québec pour réinvestir en éducation, pour accorder la priorité au développement durable, pour soutenir les familles et assurer la pérennité de la langue française. » La souveraineté est le seul moyen d'effectuer de vrais changements: « Ce qu'on veut au Québec, c'est un pays; « La souveraineté, pour nous au Parti québécois, en 2006, c'est un moyen pour accélérer le développement du Québec. C'est ça, le défi qu'il faut relever. »

Il répète à huit reprises un slogan cher à Jacques Parizeau: « Un Québec pour le monde. » Il s'est engagé à faire le référendum « le plus rapidement possible »

après son élection. Il est donc parfaitement en phase avec le programme de son parti et ne déroge pas de la ligne de pensée de ses prédécesseurs.

Les axes de communication

Tous les leaders souverainistes ont dû assumer la dualité du projet national et du projet social en axant leur stratégie de communication sur des objectifs à court terme devant être réalisés par un gouvernement provincial et l'objectif principal de l'accession à la souveraineté. Ils développent donc un argumentaire qui offre de nouvelles politiques réalisables tant

que l'indépendance n'est pas faite mais qui favoriseraient le développement du Québec et inciteront les Québécois à dire oui au projet de pays.

Cette dialectique postule que plus le Québec sera fort et fera de gains, plus les Québécois voudront prendre possession de l'ensemble du coffre d'outils.

Voici un exemple de ce raisonnement: « M. Harper, M. Charost, tous les gains que vous ferez pour le Québec, nous allons les saluer! Tous les gains que vous ferez pour le Québec, ce sera tout simplement un Parti québécois qui, lorsqu'il proposera aux Québécois de faire la souveraineté, sera mieux placé pour la réaliser, parce qu'on sera plus forts, parce qu'on aura progressé. » (18 mars 2006)

Pour déterminer les axes de communication privilégiés par André Boisclair, nous avons relevé les substantifs les plus fréquemment employés, révélateurs des principales préoccupations d'un chef politique. Dans son cas, les substantifs les plus utilisés sont les suivants: « développement » 80, « région » 51, « monde » 51, « gouvernement » 51, « Etat » 50, « défi » 40, « souveraineté » 32, « éducation » 28, « économie » 26, « entreprises » 24, « ensemble » 24, « recherche » 23, « jeunes » 20, « services » 20, « confiance » 18, « emplois » 18, « avenir » 16, « santé » 16, « succès » 16.

Le positionnement idéologique d'André Boisclair tente de concilier la tradition social-démocrate, qui valorise les services publics et l'Etat comme outil de développement, et les préceptes du néolibéralisme, qui font de l'entreprise privée le moteur de l'économie et de la création d'emplois. « Il faut reconnaître, dit-il, l'apport considérable du modèle social-démocrate québécois... Par contre, il faut admettre qu'une part des critiques qu'on entend contre l'interventionnisme de l'Etat sont fondées. » (19 août 2006.)

Il se tient à mi-chemin de la gauche et de la droite. Il se rallie à la gauche par les objectifs et les valeurs qui fondent sa politique: l'équité, l'égalité des chances, la responsabilité, la démocratie et la défense de l'identité culturelle, mais il se rapproche de la droite par les moyens qu'il préconise pour les atteindre. « Plutôt qu'un Etat uniforme, omnipotent, omniprésent, je préfère un Etat chef d'orchestre qui arbitre les choix entre divers modes de prestations de services. » L'Etat coordonne, établit les normes et contrôle leur mise en œuvre mais laisse ensuite jouer la concurrence entre les secteurs public, privé et communautaire pour déterminer lequel serait le plus efficace pour réaliser la prestation de services.

Il peut ainsi se démarquer de la gestion des libéraux tout en se montrant ouvert au monde de l'entreprise privée. Se tenir à mi-chemin entre ces deux logiques de l'action gouvernementale sera un pari difficile à tenir et le rendra vulnérable à la tentation de l'ambivalence.

Un style combatif

Pour évaluer la combativité d'André Boisclair, nous avons recensé les adverbes de négation comme « non », « ne », « n' » et « pas », qui peuvent servir de révélateurs d'un discours polémique ou critique. Chez André Boisclair, la proportion de phrases contenant un adverbe de négation est de 30, ce qui signifie qu'environ un tiers de ses phrases ont une portée polémique, alors que l'indice de Bernard Landry était de 27. On peut donc affirmer qu'André Boisclair est aussi combatif que son prédécesseur.

On peut compléter cet indicateur par la propension à nommer son adversaire. Lorsqu'un chef de parti désigne son ou ses adversaires dans son propre discours, ce n'est pas pour les louer mais pour les dénoncer. La pugnacité de Boisclair est attestée par le fait que Jean Charest est mentionné 43 fois. Cette propension à l'attaque est aussi démontrée par les 19 références qu'il fait aux libéraux. Dès son entrée en fonction, le nouveau chef du Parti québécois est passé à l'attaque en dénonçant l'indécision du gouvernement Charest.

Les discours d'André Boisclair semblent beaucoup plus substantiels depuis quelques mois. Le corpus que nous avons analysé est certes limité, mais il pose les jalons de l'argumentaire qui alimentera sa rhétorique électorale.

Guernica bis

PIERRE VADEBONCEUR

Écrivain

On peut avoir longtemps parlé de l'État d'Israël en s'efforçant de garder tout de même un peu de mesure malgré le conflit palestinien, les exactions territoriales, l'injustice de l'établissement initial, l'impérialisme israélien depuis et l'exil des populations colonisées. Le traitement des Juifs dans les pays chrétiens à travers les siècles et finalement l'Holocauste furent des crimes pour lesquels il n'y aura pas de rémission même dans mille ans. Le peuple juif n'aura jamais fini de demander réparation.

Soit. Cela est juste. Mais cette créance, impossible à satisfaire, ne peut pas se payer par des crédits inépuisables qu'on accorderait aux descendants des victimes des siècles quelque soit leur comportement actuel. Des persécutions passées n'ont pas inversé l'ordre de la justice elle-même. Un mal d'aujourd'hui ne peut pas être considéré comme un bien parce qu'il est le fait de ceux qui, jadis, en ont subi de pires.

Cette impossible balance ne doit pas laisser tout en suspens. L'incalculable créance historique de la race juive au sein de nos sociétés n'exécute pas le mal présent. La justice ne peut pas se payer par l'injustice. Ces comptes sont séparés.

Forcené, aveugle

Néanmoins, je suis de ceux qui, refusant tout à fait de prendre parti contre la Palestine, ressentent pourtant, à la limite, envers Israël, tout en dénonçant fortement sa politique, une certaine retenue, quelque mauvaise conscience, une espèce de malaise.

Mais maintenant, ce ne sera plus vraiment la même chose. Au Liban, on a vu ce qu'on a vu. Des dévastations forcenées et aveugles. Les civils ensevelis sous les décombres des villages bombardés. Des populations en fuite. Des multitudes de maisons en poussière. Des infrastructures systématiquement détruites. Des masses d'individus laissés sans ressources et sans secours. Des écoles et des hôpitaux en cendres. Ce qu'on a vu, c'est Guernica.

La comparaison se tient. Qui a pu suivre sans révolte l'offensive israélienne au Liban? C'était la tragédie de Guernica, cette petite ville d'Espagne détruite par l'aviation allemande en 1937, pendant la guerre civile du fasciste Franco. Cela change le point de vue.

Au Liban, crimes de guerre sur crimes de guerre. Le rouleau compresseur. L'écrasement. Pourquoi? Pour deux soldats kidnappés et des lançements sporadiques de roquettes? Pour faire éclater sur le Liban et le Hezbollah les rancœurs accumulés ailleurs depuis quatre ou cinq ans?

C'est assez. La cause est entendue. L'armée israélienne a pratiqué au Liban une forme de violence militaire absolument contraire au droit international, également pratiquée par l'armée américaine en Irak dans les actions qu'elle mène de loin en loin sur des villes, comme ce fut le cas à Fallouja par exemple. Cette méthode consiste à pilonner des zones urbaines et leurs habitants en vue de tuer des terroristes ou des résistants susceptibles de s'y trouver aussi.

Une réédition de Guernica? L'image est loin d'être excessive.

Sans filtre

Les trois députés canadiens, appartenant aux trois

partis d'opposition, qui se sont rendus au Liban ont pu constater sur le terrain et sans le prisme de l'information l'effrayante désolation laissée par les attaques de l'aviation et des chars israéliens. Ce spectacle les a chavirés. Comment souffrir le paroxysme de la force brutale et de l'arbitraire? La réalité inhumaine des événements était évidente. Les lieux, des amas de décombres. D'ailleurs, il faut reconnaître que la télévision a bien montré ce chaos.

Les députés n'ont pas pu supporter cela. Leur témoignage et leurs conclusions initiales étaient à prendre à la lettre. Enfin la vérité! Il n'y avait pas alors, entre ces témoins et ce qu'ils ont vu de leurs yeux, le filtre du discours officiel, l'écran de la censure ou de la politique. Ils n'ont pas pu s'empêcher de parler.

Mais ce n'a pas été long: les appareils partisans les ont tout de suite désavoués, au point où le député libéral, quant à lui, a dû démissionner du poste dont il était chargé dans son parti, les affaires internationales. Gilles Duceppe, de son côté, comme chef de parti, n'a pas fait mieux que les autres. Mme Mourani, la députée bloquiste, a persisté un moment, au comble de l'indignation, à accuser Israël de crimes de guerre. Puis, le 31 août, elle a modifié son langage, probablement à cause d'une directive. Il n'y avait plus de crimes de guerre. Il n'y avait plus que des « actes répréhensibles... » Guernica, je suppose, était passé à l'histoire à cause des gestes « répréhensibles » de l'aviation nazie. Voir là-dessus Picasso.

Une seule guerre

Il y aurait lieu d'interpréter largement les événements du Liban. On peut subodorer dans la campagne israélienne une offensive préliminaire, indirecte,

anticipée, visant à approcher, à pas de loup, vers la Syrie et l'Iran, une machine de guerre dont le relais serait repris, le moment venu, par l'armée américaine. S'agit-il là d'un dispositif de grande envergure? La force va toujours quelque part.

La force, la plupart du temps, c'est le fil d'Ariane dans le labyrinthe compliqué des événements et du discours officiel, et la réalité dont on peut conjecturer la souveraine continuité quelles que soient les apparences. C'est une clef. L'invasion du Liban n'est pas une affaire particulière. C'est sottise que de l'interpréter ponctuellement.

Le Proche-Orient est un ensemble où se trame une politique impérialiste israélo-américaine dont les buts et la cohérence sont déterminés d'avance par le terrain et dont, par conséquent, on peut imaginer le parcours à venir. Il faut se fier à cette logique déjà inscrite matériellement sur le terrain. Ce à quoi on pense dans cette perspective se fera ou, du moins, sera tenté d'une manière ou d'une autre. L'invasion du Liban semble être un mouvement annonciateur.

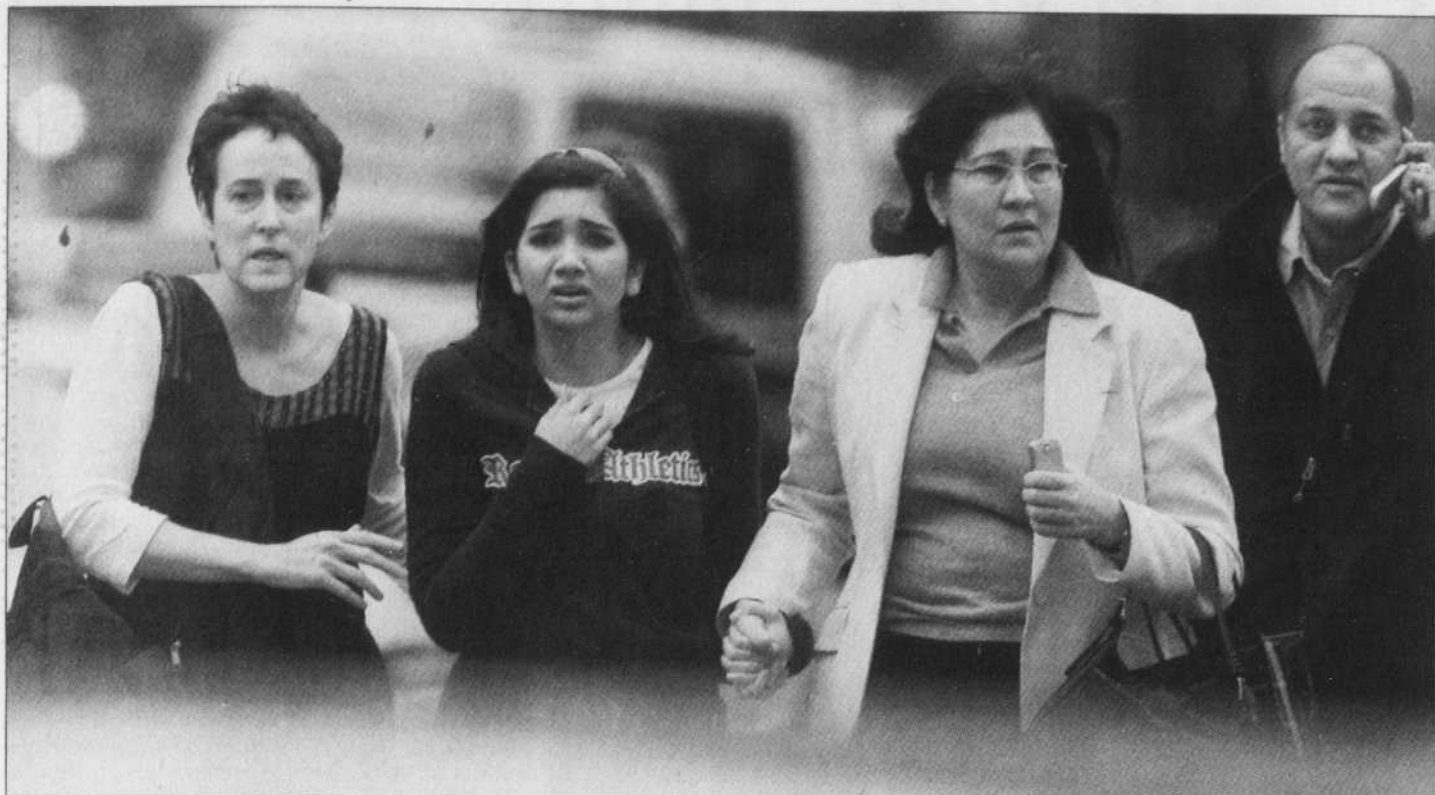
La réalité doit se lire non pas comme une simple page mais dans le contexte de tout un chapitre. Les suites de l'impérialisme sont annoncées dans son présent. Sa loi est de continuité, de cohérence, de développement. Son présent est son avenir. Tout cela doit être considéré comme un ensemble, comme un train.

On présente événements et situations comme des accidents successifs. Or il faut les comprendre comme une séquence. Où va ce train? A le prévoir, on comprend mieux les choses. C'est la guerre du Moyen-Orient qui se poursuit. Un acte de plus, comme par hasard. Cette guerre est une seule guerre.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation), Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communis Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Madeleine Rioux Soucy (Culture), Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (cartooniste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumaxet (lecteurs); Renée Léo Guimont et Serge Paquin (lecteurs abonnés); Jacques Gagnier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et culture), Julie Carpentier (paysage), Paul Bennett (paysage naturel spectaculaire et culture du week-end), Stéphane Balthazard (reporter), Paul Cauchon (musique), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Frédérique Doyon (surnaturel); à l'information économique: Gérard Berubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Bény (paysage), Philippe Pagnieu (surnaturel), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surnaturel); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (paysage international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Tailleux (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (journaliste); à l'information politique: Hélène Buzatti, Manon Cordeiro et Alec Castonguay (correspondants parlementaires); à l'information régionale: Jean-Pierre Legault (paysage international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Tailleux (adjoint au directeur de l'information), Marie-Pier Frazier, Alexandre Shields (communis); LA DOCUMENTATION: Gilles Paré (directeur), Manon Derron, Rachael Rochford (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jean de Billy, Jean-François Bousé, Marlène Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Annelise Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Koppelle, Micheline Rouland, Nadia Sebail, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Theriault (directrice ad.); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Alexandre Gaudreau (coordonnateur de la promotion et de la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle, par intérim), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, L'ADMINISTRATION: François Bisson (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS



D'un coin de rue à l'autre hier dans les environs du Collège Dawson, toujours la même scène: des attroupements de gens inquiets, de badauds curieux, retenus par des policiers sur le qui-vive.

TERREUR

SUITE DE LA PAGE A 1

dit aux agents. Il a finalement été tué par les patrouilleurs à l'extérieur du collège, sur le boulevard de Maisonneuve.

«Les policiers ont agi rapidement dans cet événement, ce qui a fait en sorte de limiter les dégâts», a dit Yvan Delorme, commandant du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). «On a appris des événements de Polytechnique, a-t-il enchaîné. Avant, les policiers étaient formés pour protéger les scènes de crime, pour prendre le contrôle d'une situation en formant des périmètres. Depuis 1989, il y a eu beaucoup de formation au niveau de l'intervention. Beaucoup de policiers arrivés sur les lieux se sont dirigés vers l'endroit chaud, où était l'individu, et ils ont procédé.»

Selon des témoignages recueillis sur place par *Le Devoir* et entendus sur les ondes de RDI, le tueur n'a donné aucun signe avant-

coureur de ses intentions. «Nous étions assis à fumer, il y avait quelqu'un qui se promenait avec un long manteau noir, une coupe de cheveux vraiment ridicule et des piercings. Il avait peut-être 19 ans. Je ne l'avais jamais vu avant. Personne ne lui a rien dit. Il a commencé à tirer et nous nous sommes sauvés», a raconté une jeune femme à RDI.

Panique

L'incident initial a duré à peine trois minutes mais a plongé des centaines d'étudiants dans la terreur absolue pendant quelques heures alors qu'ils s'étaient barricadés dans les salles de classe après les premières décharges.

L'escouade tactique du SPVM a ratissé l'immeuble avec des maîtres-chiens, étage après étage, à la recherche de suspects additionnels. Elle a ordonné aux étudiants et aux professeurs de s'accroupir et d'attendre son signal avant d'évacuer les lieux.

Les policiers n'écartent pas l'hypothèse qu'il ait pu y avoir plus d'un tueur, comme à l'école Columbine, où Eric Harris et Dylan Klebold avaient fait 12 morts et 24 blessés en 1999. Les enquêteurs passeront les prochains jours à visionner les films des caméras de surveillance postées dans l'école et dans les commerces du voisinage.

C'était la panique au centre-ville, où les policiers ont bouclé un quadrilatère formé des rues Sherbrooke (nord), Sainte-Catherine (sud), Woods (ouest) et Atwater (est) pendant que des proches et des parents des étudiants de Dawson, affolés, accouraient sur les lieux. Au moment de mettre sous presse, il y avait 19 blessés, dont six reposant dans un état critique à l'hôpital général de Montréal. Une cinquantaine d'ambulanciers répartis dans une vingtaine de véhicules ont été dépêchés sur les

lieux, de même qu'une centaine de policiers.

Les ambulanciers ont transporté 13 des blessés, a dit le porte-parole d'Urgences Santé, Eric Berry. Les sept autres se sont rendus d'eux-mêmes à l'hôpital.

L'hôpital général de Montréal a accueilli les 11 victimes les plus gravement atteintes. Six d'entre elles se trouvaient dans un état critique, deux dans un état sérieux et trois dans un état stable, a indiqué Anne Lynch, porte-parole de l'établissement. Huit lits de l'établissement ont d'ailleurs été libérés aux soins intensifs pour surveiller de près l'état de ces blessés.

En soirée, le ministre de la Sécurité publique a confié à la Sûreté du Québec (SQ) le soin d'enquêter sur la mort du suspect aux mains des agents du SPVM. Il s'agit de la procédure habituelle en pareilles circonstances.

Le Devoir

POURQUOI?

SUITE DE LA PAGE A 1

rappelait aussi que l'horreur de Dunblane (16 écoliers et un enseignant assassinés en Écosse en 1996) était «survenue dans un pays possédant les lois les plus sévères en matière de contrôle des armes à feu». Autrement dit, un appui massif pour le contrôle et l'absence d'une culture des armes n'immunisent aucunement les sociétés. «Cet appui et cette culture permettent simplement de diminuer le nombre de cas. Ça diminue les probabilités», disait-elle à l'époque.

Jointe hier à Toronto, Mme Cukier était évidemment bouleversée à l'autre bout du fil. Elle a rappelé que c'est après la tuerie de Polytechnique qu'elle s'est engagée dans la lutte pour le contrôle des armes à feu. Qu'un événement comparable se soit produit dans la même ville, presque 17 ans plus tard, n'est-il pas décourageant pour la militante qu'elle est?

D'une part, Mme Cukier refuse d'y voir un échec du contrôle des armes à feu. D'abord, elle souligne que malgré les cas de tueries spectaculaires au Québec, le nombre de décès par arme à feu y est passé de 460 en 1990 à 206 en 2003, une baisse beaucoup plus marquée que dans le reste du pays, affirme-t-elle. Or cette baisse coïncide avec l'instauration de deux lois: celle, en 1991, de la loi C-17, qui a rendu plus «rigoureux» le processus de vérification pour les autorisations d'acquisition d'armes à feu (AAAF) et qui a amélioré les mesures d'entreposage. L'autre loi, c'est la fameuse loi C-68, adoptée en 1995, qui, comme on le sait, exige que tous les propriétaires détiennent un permis et que toutes les armes soient enregistrées. Une loi que le gouvernement Harper souhaite modifier de fond en comble.

Wendy Cukier persiste à dire que la «langue française protège le Québec des influences américaines», notamment du «caractère romantique» qu'une bonne partie des Américains entretiennent à l'endroit des armes à feu. Mais n'est-il pas curieux d'affirmer cela le jour où une tuerie à la Columbine se produit chez nous? «Oh, vous savez, aux États-Unis, il y a

des événements à la Columbine chaque année ou presque!», dit-elle.

D'autre part, en la suivant, pourrions-nous expliquer en partie par la langue les tueries de Montréal? Deux tueries sur trois ne se sont-elles pas produites dans des établissements anglais (Concordia et Dawson), bref plus perméables aux «influences américaines» dont elle parle? «Je ne dirais certainement pas cela», insiste-t-elle, refusant net l'explication linguistique.

Crise du masculin

Dans l'entretien de 1998, Wendy Cukier, pour expliquer l'absence d'une culture des armes à feu au Québec, avait laissé tomber: «Rambo et John Wayne ne sont pas tellement le type de modèle masculin dans la société québécoise.»

Sans doute, mais justement: le filon de la crise de la masculinité québécoise a abondamment servi à expliquer deux autres des terribles tueries québécoises: Polytechnique et celle du caporal Lortie. La première est un massacre purement misogynne, commis par un homme qui se disait frustré de la place que les femmes avaient prise dans la société québécoise. Le second a été analysé dans le détail (de manière parfois obscure, il faut le dire) par le philosophe français Pierre Legendre, qui avait relevé une phrase révélatrice de Lortie: «Le gouvernement du Québec [qu'il voulait liquider] avait le visage de mon père.» Le Québec de l'après-Révolution tranquille, où l'insitution de la famille est profondément ébranlée, serait en cause.

«Prenons garde à toutes ces explications globalisantes», insiste pourtant notre sociologue de l'Université Laval en se référant à son collègue français Denis Duclos, spécialiste des meurtriers en série et qui s'est récemment penché sur le massacre de Nanterre. «Chaque cas est particulier» et les généralisations en cette matière sont risquées et trompeuses. «Le paradoxe québécois dont vous parlez existe-t-il vraiment? Il faut être prudent.» Sage conseil à retenir pour les prochaines semaines, au fur et à mesure que nous en connaissons davantage sur les tenants et aboutissants de ce triste événement.

Le Devoir

PROPRIÉTÉS

SUITE DE LA PAGE A 1

Montréal aimerait cependant que l'entrée en vigueur de cette nouvelle évaluation foncière soit retardée. Le président du comité exécutif, Frank Zampino, a en effet réclamé hier que le gouvernement du Québec suspende l'application du nouveau rôle d'évaluation en espérant qu'une réévaluation de l'exercice au cours des prochaines années permettra d'atténuer ces écarts. «J'imagine que dans quelques années, le marché va se régulariser et on va avoir des valeurs un peu plus réalistes», a expliqué M. Zampino.

Si Québec accédait à cette demande, l'ancienne évaluation s'appliquerait dans le budget qui sera déposé en novembre et un nouveau rôle d'évaluation devrait être produit ultérieurement, le moment où cet exercice serait effectué devant être déterminé après discussion entre la ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, et la Ville de Montréal. La ministre Normandeau s'est cependant montrée peu encline à envisager cette option, bien qu'elle demeure «très très ouverte» à l'idée d'étudier d'autres mesures pour atténuer le choc fiscal, par exemple l'étalement de la hausse de l'évaluation foncière sur une période de quatre ans.

Cependant, si Québec refuse de surseoir à l'application de la nouvelle évaluation, ces hausses ne se traduiront pas par des hausses de taxes équivalentes dans le prochain budget. La Ville compte en effet réduire ses taux de taxation pour maintenir l'assiette fiscale globale au niveau nécessaire afin d'assurer les divers services. Ceux dont la valeur de la propriété a connu une augmentation supérieure à la moyenne verront cependant leur facture grimper.

La hausse des valeurs foncières pour le secteur résidentiel est particulièrement notable dans la Ville de Montréal, soit 49,8 %, comparativement à seulement 39,5 % dans

les 15 villes défusionnées. On avait constaté le scénario inverse lors de la dernière évaluation municipale, en 2003, les quartiers huppés de Montréal et les banlieues ayant alors encaissé de plus fortes hausses de taxes.

Dans le rôle actuel, les statistiques cachent néanmoins des écarts importants entre les secteurs ainsi qu'entre les types de propriétés. Par exemple, la valeur des maisons unifamiliales et des condos augmente en moyenne de 43 % alors que les hausses pour les plex oscillent entre 55 et 59,5 %, selon la taille.

Les Montréalais paieront davantage

Les arrondissements où les propriétés sont les moins chères ont connu les plus fortes augmentations. Les arrondissements du Sud-Ouest et de Villeray-Parc-Extension sont particulièrement touchés avec des hausses de 61,1 et 60,4 % dans le secteur résidentiel, suivis de ceux de LaSalle, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Lachine, Montréal-Nord, Rosemont-Petite-Patrie et Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, où elles oscillent entre 56,6 et 53,3 %.

Ces hausses plus marquées s'expliquent par le grand nombre de propriétés achetées dans ces secteurs. «Les hausses les plus élevées du rôle de 2005 sont constatées partout où les valeurs des propriétés n'étaient pas élevées, de 90 000 à 150 000 \$. Il y a eu une surdemande pour ces propriétés. [...] Certaines ont même doublé de valeur», a constaté le responsable de l'évaluation à la Ville de Montréal, Francine Godin.

Avec les hausses de loyer, un bon nombre de locataires ont décidé d'accéder à la propriété et se sont donc rués sur les quartiers plus abordables. Le phénomène inverse avait été constaté lors de la dernière évaluation municipale, les banlieues et certains arrondissements comme ceux d'Outremont ou du Plateau Mont-Royal ayant alors connu les

VARIATIONS DES VALEURS FONCIÈRES IMPOSABLES

Arrondissements	Résidentiel	Unifamiliale	Condominium	Duplex	Triplex
Montréal (moyenne)	49,8 %	46,5 %	44,1 %	57,3 %	55,1 %
Outremont	42,3 %	38,0 %	43,0 %	46,1 %	65,5 %
Anjou	48,2 %	49,1 %	36,3 %	59,4 %	47,3 %
Verdun	45,9 %	42,5 %	31,7 %	72,7 %	78,8 %
Saint-Léonard	49,5 %	51,9 %	48,5 %	48,7 %	46,8 %
Saint-Laurent	38,4 %	37,8 %	38,6 %	47,4 %	44,8 %
Montréal-Nord	53,6 %	49,2 %	36,6 %	60,9 %	65,9 %
LaSalle	56,6 %	55,4 %	46,5 %	62,7 %	50,2 %
Ville-Marie	46,7 %	39,7 %	46,9 %	64,2 %	61,8 %
Sud-Ouest	61,1 %	66,8 %	50,7 %	72,8 %	81,4 %
Plateau Mont-Royal	48,6 %	56,5 %	48,4 %	52,9 %	51,3 %
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	55,0 %	53,8 %	47,3 %	54,9 %	56,1 %
Ahuntsic-Cartierville	47,9 %	44,6 %	48,7 %	51,8 %	46,6 %
Rosemont-Petite-Patrie	53,3 %	55,4 %	47,3 %	55,2 %	53,5 %
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	60,4 %	55,6 %	49,8 %	64,8 %	61,3 %
Lachine	53,7 %	50,2 %	44,5 %	63,4 %	61,0 %
Pierrefonds-Roxboro	46,0 %	45,4 %	45,1 %	53,8 %	43,1 %
L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	42,3 %	40,9 %	45,2 %	57,9 %	49,4 %
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	53,5 %	53,6 %	57,9 %	61,3 %	58,8 %
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	47,0 %	39,8 %	40,1 %	55,6 %	53,9 %

Banlieues	Résidentiel	Unifamiliale	Condominium	Duplex	Triplex
Agglomération de Montréal	47,4 %	43,5 %	43,1 %	56,8 %	55,0 %
Baie d'Urfé	35,9 %	36,7 %	34,8 %	-	-
Beaconsfield	40,7 %	40,7 %	39,0 %	42,3 %	-
Côte-Saint-Luc	36,5 %	39,4 %	29,6 %	51,5 %	-
Dollard-des-Ormeaux	40,8 %	39,1 %	51,8 %	68,0 %	-
Dorval	43,0 %	45,0 %	41,9 %	40,3 %	44,5 %
Hampstead	42,0 %	41,8 %	52,0 %	41,7 %	-
L'Île-Dorval (résidences secondaires)	37,0 %	-	-	-	-
Kirkland	39,6 %	40,1 %	36,4 %	-	-
Mont-Royal	41,1 %	40,1 %	35,0 %	53,6 %	35,0 %
Montréal-Est	59,1 %	66,1 %	54,7 %	68,9 %	49,7 %
Montréal-Ouest	37,2 %	37,1 %	-	38,4 %	-
Pointe-Claire	41,3 %	44,3 %	27,1 %	69,1 %	44,0 %
Senneville	27,6 %	27,8 %	-	31,9 %	-
Sainte-Anne-de-Bellevue	35,6 %	37,9 %	25,3 %	41,7 %	41,0 %
Westmount	36,9 %	36,2 %	42,9 %	34,0 %	34,0 %

LE DEVOIR

plus fortes augmentations.

Cette année, les villes défusionnées et les arrondissements un peu plus nantis de Montréal sont maintenant sous la moyenne en matière de hausse de la valeur foncière. C'est la municipalité de Senneville qui remporte la palme de la plus faible variation de la valeur foncière résidentielle avec 27,6 %, suivie de Sainte-Anne-de-Bellevue avec 35,6 %. Toutes les villes défusionnées, à l'exception

de Montréal-Est (59,1 %), présentent des valeurs inférieures à celles de l'agglomération.

Résultat: la portion des services d'agglomération payée par les Montréalais devrait être haussée de 1 à 2 %, selon les données préliminaires avancées par Frank Zampino hier. «Avec le nouveau rôle, il y a automatiquement un déplacement entre les arrondissements les moins nantis de Montréal vers les villes liées. [...] La valeur de

ce déplacement fiscal est d'environ cinq millions. Cela sort des poches des contribuables les moins nantis de Montréal et va directement dans celles des contribuables plus à l'aise des villes liées», a noté le responsable des finances à la Ville.

Plus calme dans le secteur commercial

Si le marché résidentiel a connu une période de turbulences depuis trois ans, l'inflation a été beaucoup

moins élevée du côté des immeubles résidentiels. La hausse moyenne est de 24,6 % pour Montréal et de 23,7 % pour l'agglomération. Les variations ont été les plus faibles du côté des hôtels (14,1 %) et des industries (16,8 %) alors que les immeubles commerciaux ont subi une hausse de 34 %, et les édifices gouvernementaux et institutionnels, de 27,4 %.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les projets ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, Division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0658. Dépôt légal Bibliothèque nationale du Québec.

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
Du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390